André Guichaoua analyse la répression menée par le régime Nkurunziza

@rib News, 15/12/2015 - Source AFP Burundi : le régime Nkurunziza n'est pas une "politique de terreur" dans une "impunité totale" (expert) (TROIS QUESTIONS) Pour le sociologue André Guichaoua, professeur à l'Université Paris-Sorbonne et l'un des meilleurs spécialistes de l'Afrique des Grands lacs, le régime du président burundais Pierre Nkurunziza n'est pas une "politique de terreur" dans une "impunité totale". QUESTION - Comment analysez-vous la répression menée depuis des mois par le régime du président Pierre Nkurunziza ?

REPONSE - La politique d'intransigeance des autorités vis-à-vis de leurs opposants et de terreur vis-à-vis de tous les "ennemis" avérés et potentiels n'est pas improvisée ni passagère. Il en est de même de son indifférence affichée face aux pressions régionale et internationale. Elles reposent sur le postulat qu'il n'existe plus d'opposition politique avec laquelle un dialogue interburundais se justifie. Tirailée entre de multiples porte-paroles, la direction en exil du Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'Etat de droit au Burundi (CNARED, fondé en août 2015) associée des forces hétérogènes toujours impuissantes à se fédérer et à définir une stratégie commune en liaison avec le peuple et les cadres restés au pays. Sur place, au Burundi, après deux élections sans opposition qui lui ont donné les pleins pouvoirs, le CNDD-FDD (au pouvoir) peut enfin se comporter ouvertement comme un parti unique de facto. Q - Que se passe-t-il au sein du CNDD-FDD ? Avec quelles conséquences ? R - La radicalisation prévaut au sein du noyau dur d'anciens combattants à la tête du CNDD-FDD qui marginalise, évincer ou éliminer méthodiquement tous ses opposants potentiels ou avérés, c'est-à-dire concrètement tous ceux qui refusent de le rejoindre et en interne tous ceux qui n'approuvent pas sa ligne dure. Trois constats en découlent. L'opposition politique "démocratique" étant durablement neutralisée ou soumise, les stratèges du pouvoir estiment disposer d'un an ou deux avant que d'être éventuellement confrontés à une résistance armée structurée et consistante. Pour contrer ce risque, une surveillance de proximité constante de tous les citoyens et des "ennemis" ou traitres potentiels de l'intérieur, appuyée récemment par la généralisation des écoutes téléphoniques, doit permettre de déjouer les complots, neutraliser les "terroristes", dissuader les jeunes désarmés d'agir ou de s'enrôler dans la résistance. L'"ennemi" étant pour une part installé au sein des instances de pouvoir et en mesure de réaliser des opérations commandos spectaculaires (assassinats de personnalités, attaques de sites sensibles,...), une politique de terreur ostensible est menée dans un contexte d'impunité totale vis-à-vis des exactions des forces de répression et des activistes du parti au pouvoir qui les appuient. Elle n'épargne personne y compris au sein de l'appareil dirigeant. Le mot d'ordre explicite de cette politique - prendre exemple sur les méthodes rwandaises - définit les marges de manoeuvre que s'octroient le pouvoir burundais en matière de gestion de la répression. Mot d'ordre qui indirectement vise l'inspirateur et la base arrière présumés de la déstabilisation du Burundi (le Rwanda). Mot d'ordre enfin qui disqualifie d'emblée les pressions et interventions de la communauté internationale peu indignée face aux trois nouveaux mandats que s'autorise le chef de l'Etat rwandais Paul Kagame. Q - Comment analysez-vous la stratégie du régime vis-à-vis de l'opinion internationale ? R - Dans ce contexte, comme depuis les élections de 2010, elles aussi remportées sans opposition, le CNDD-FDD conforte son encadrement omniprésent, dispose d'un monopole quasi exclusif sur les médias, accroît les prérogatives de ses jeunes militantes. En réponse aux accusations sur la montée des tensions politiques, les assassinats et le risque de guerre civile, les autorités multiplient les manifestations et rites d'allégeance politique, mettent en scène la paix intérieure et négocient des aides alternatives pour anticiper un embargo ou des sanctions éventuelles. À leurs yeux, la situation intérieure est normale, la population vaque à ses occupations, les radios couvrent l'actualité ordinaire. Une stratégie qui lui a bien réussi depuis que les autorités ont assumé le risque de jouer avec la Constitution, de transgresser l'esprit des accords d'Arusha, voire d'en finir avec les équilibres qui fondaient l'exception démocratique burundaise depuis la fin de la guerre civile aux débuts des années 2000.